

23 octobre 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, à CNN le 23 octobre 1995, sur la reprise des essais nucléaires, la situation politique algérienne et le terrorisme, les progrès des négociations de paix en Bosnie, et les relations franco-américaines.

QUESTION.- Vous avez fait un long séjour en Amérique ?

- LE PRESIDENT.- Oui, mais d'abord, merci Larry de me recevoir et, à vos téléspectateurs, pardon car mon anglais n'est pas très bon : je l'ai appris - et cela me plaisait - mais c'était il y a longtemps et je ne le parle pas souvent.

- QUESTION.- D'abord, qu'est-ce qui vous avait amené aux Etats-Unis ?

- LE PRESIDENT.- La première fois, j'allais à Harvard. Je travaillais dans un "Howard Johnson" à Cambridge et cela a été une belle période pour moi.

- QUESTION.- Pourquoi aviez-vous choisi les Etats-Unis ?

- LE PRESIDENT.- Pour voir. Comme tout jeune homme français qui veut savoir ce qui se passe ailleurs et en particulier aux Etats-Unis.

- QUESTION.- Vous avez travaillé ici ?

- LE PRESIDENT.- Oui, comme je vous l'ai dit, je travaillais dans un restaurant.

- QUESTION.- Oui, ça d'accord, mais après l'université ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas après mes études. Mais j'ai aussi travaillé dans une brasserie "Anheuser-Busch" de St Louis puis à la Nouvelle-Orléans où j'ai collaboré à un numéro spécial d'un journal en Français sur le port de la Nouvelle-Orléans. Le premier journal qui a publié mon nom était un journal de la Nouvelle-Orléans, le "Times-Picayune".

- QUESTION.- Quand êtes-vous rentré en politique ?

- LE PRESIDENT.- Très tôt, j'avais vingt-huit, trente ans.

- QUESTION.- Et vous avez fait toute votre carrière sur la scène politique française ?

- LE PRESIDENT.- Oui, j'avais 34 ou 35 ans quand j'ai été nommé ministre pour la première fois et depuis j'ai toujours été au gouvernement ou dans l'opposition et Maire de Paris.

QUESTION.- Qu'est-ce qui vous a le plus surpris en devenant Président ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas été surpris car je savais ce qui m'attendait.

- QUESTION.- Rien ne vous a surpris ?

- LE PRESIDENT.- Non.

- QUESTION.- Les pressions, quand même ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, les pressions... j'avais été deux fois Premier ministre.

- QUESTION.- ... ce n'est pas la même chose !

- LE PRESIDENT.- C'est vrai, ce n'est pas la même chose, mais ayant été Premier ministre durant la cohabitation avec M. Mitterrand comme président, ma tâche était proche de celle d'un Président. Donc, je n'ai pas été surpris, je savais ce que c'était.

- QUESTION.- A cet égard, comment évolue la santé de M. Mitterrand ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai vu à la télévision il y a quelques semaines et il m'a semblé très bien aller.

QUESTION.- On peut dire que vous êtes devenu un Président très connu en une très courte période de temps : pourquoi procédez-vous à des essais nucléaires ? Tout le monde se pose cette question dans les rues de New York. Il y a des manifestations dans le monde entier...

- LE PRESIDENT.- Vous savez, en 1992 nous avons interrompu nos essais pour des raisons politiques avant le terme de notre programme. Il nous fallait pourtant en réaliser sept de plus, indispensables afin de nous assurer de la sécurité et de la fiabilité de notre arsenal. Nous avons donc besoin de sept essais supplémentaires.

- QUESTION.- Mais qu'est-ce qui vous fait peur ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons un programme . Nous avons une dissuasion et pour avoir la certitude qu'elle est opérationnelle, qu'elle est sûre et qu'elle est fiable, nous devons réaliser ces essais. J'en suis désolé, mais c'est un impératif : il aurait été irresponsable de ne pas le faire, mais puis-je vous dire qu'en échange j'ai dit que la France non seulement signerait le traité d'interdiction des essais nucléaires, mais encore que la France demanderait l'option zéro, c'est-à-dire l'interdiction de tous les tests, même de ceux de faible puissance. Nous avons été les premiers à le dire. Nous avons été suivis par les Américains puis par les Britanniques et puis, ce dernier week end, je recevais Boris Eltsine à Paris pour une visite de travail de deux jours et il m'a dit qu'il accepterait l'option zéro. Vous voyez, il n'y a pas que des conséquences négatives.

- QUESTION.- Vous voulez dire que ces essais ont des conséquences heureuses ?

- LE PRESIDENT.- Je le crois.

- QUESTION.- Les essais signifient donc que vous avez la responsabilité de montrer que ça marche. Mais de quoi avez-vous peur ? Qui, dans le monde, pourrait lâcher une bombe nucléaire quelque part ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas ce que sera la situation dans cinq ou dix ans. Personne ne le sait. Nous avons fait de gros efforts pour nous doter d'une dissuasion et nous ne pouvions pas nous passer des cinq, six ou sept essais qui nous permettront de vérifier que tout fonctionne correctement.

- QUESTION.- Combien d'essais vous reste-t-il à faire ?

- LE PRESIDENT.- Probablement quatre. Et nous aurons terminé au printemps prochain.

- QUESTION.- Est-ce que de nombreux leaders vous ont demandé de cesser les essais ?

- LE PRESIDENT.- De nombreux leaders mondiaux ont dit publiquement qu'ils n'aimaient pas les essais, mais franchement, peu d'entre eux me l'ont dit à moi.

- QUESTION.- Vraiment ?

- LE PRESIDENT.- Oui, vraiment.

- QUESTION.- Même le président Clinton ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, il n'a jamais formulé de critique, jamais.

- QUESTION.- La Grande-Bretagne non plus ?

- LE PRESIDENT.- J'ai reçu le soutien de John Major qui a toujours dit que j'avais raison. J'ai été soutenu aussi par le Chancelier allemand : ils savent que nous devons le faire, malgré les aspects émotionnels. Tous les scientifiques ont d'ailleurs expliqué que l'environnement n'avait pas été abîmé.

- QUESTION.- Ils vous l'ont assuré ?

- LE PRESIDENT.- Pas seulement à moi, un monde entier !

QUESTION.- Vous soutenez le gouvernement algérien ?

- LE PRESIDENT.- Non, je n'interviens pas dans les affaires algériennes.

- QUESTION.- Vous les soutenez ou vous ne le soutenez pas ?

- LE PRESIDENT.- Non, j'ai toujours dit que nous n'intervenons pas. Ce sont les affaires algériennes. En revanche, nous assistons le peuple algérien et nous finançons l'économie algérienne parce que nous ne voulons pas qu'elle s'effondre.

- QUESTION.- Que répondez-vous aux terroristes et à tous ceux qui veulent que vous désavouiez ce gouvernement ?

- LE PRESIDENT.- Je ne dis rien à personne. Le Président algérien voulait me rencontrer et j'avais donné mon accord pour que nous nous rencontrions. Et puis la campagne électorale s'est

ouverte et il a dit qu'il voulait que notre rencontre soit filmée et photographiée.

- QUESTION.- Sa campagne ?

- LE PRESIDENT.- Oui, sa campagne. Donc, quand une campagne électorale est en cours, ce n'est pas juste, cela devient une ingérence, j'ai donc répondu "non". Il a alors dit que si nous n'acceptons pas cette condition, il n'y avait pas de raison de tenir la réunion. J'ai dit "d'accord pas de réunion et nous verrons bien". La seule façon pour l'Algérie de sortir de la situation actuelle, qui est une situation terrible, c'est de suivre le processus démocratique. Et c'est ce que je voulais lui dire.

- QUESTION.- Ne devriez vous pas critiquer plus ouvertement ce gouvernement ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas pourquoi je critiquerais ce gouvernement. Je n'ai pas à le critiquer, je n'ai pas à le soutenir. J'espère qu'à l'issue des élections un processus démocratique permettra à ce pays d'avoir un véritable gouvernement, une véritable Assemblée nationale, un véritable Président et non pas un système autoritaire ou un système fondamentaliste.

- QUESTION.- Vous êtes inquiet du terrorisme dans votre pays ?

- LE PRESIDENT.- Nous connaissons des attaques terroristes liées à la situation en Algérie, bien sûr. Mais nous avons réagi et comme vous avez pu le voir sur CNN, la population française reste très calme. Il n'y a pas de problème.

- QUESTION.- Pourquoi ne sont-ils pas inquiets ?

- LE PRESIDENT.- Parce que nous avons mis des policiers partout, ils perçoivent donc la sécurité, deuxièmement, et incidemment, ils sont satisfaits parce que la petite criminalité a baissé considérablement. Nous avons donc mis des policiers partout et s'il y a encore des attaques, nous avons déjà trouvé des suspects et il nous faut trouver ceux qui restent.

-QUESTION.- Pensez-vous que l'Algérie deviendra une véritable démocratie ?

- LE PRESIDENT.- Je le souhaite sincèrement et je crois que cela viendra plus vite qu'on le pense. Ce n'est pas un peuple fondamentaliste. Les Algériens sont des gens modérés. Des gens modérés qui souffrent considérablement.\

QUESTION.- Vous avez été critique à l'égard des arriérés américains dans votre discours ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je crois que le monde a besoin des Nations unies. La paix, les droits de l'homme, le développement qui est une nécessité, requièrent une Organisation, une assistance, de l'assistance donnée à l'autre, et c'est ça l'ONU. Peut-être n'est-elle pas parfaite, peut-être pouvons-nous l'améliorer mais, en tout état de cause, nous en avons besoin. Et il n'est pas normal que certains pays, dont le plus puissant d'entre eux, ne paient pas ce qu'ils doivent aux Nations Unies.

- QUESTION.- Vous en avez parlé au Président Clinton ?

- LE PRESIDENT.- Bien sûr.

- QUESTION.- Et qu'est-ce qu'il vous a dit ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas à moi de vous dire ce qu'il a dit mais je comprends qu'il a un problème avec le Congrès.

- QUESTION.- Lui voudrait payer ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas vous le dire. Mais je crois qu'il devrait payer.\

QUESTION.- La France a payé un prix élevé en Bosnie. En hommes et en argent. Vous avez essayé de prendre la situation en main, vous avez parlé avec les autres leaders. Sur la base de ce que vous ont dit M. Clinton et M. Eltsine, êtes-vous optimiste ?

- LE PRESIDENT.- M. Izetbegovic le dira mieux que moi, mais je suis optimiste. Nous avons fait du bon travail et je crois que chacun a compris là-bas que nous n'accepterons pas que des gens soient agressés par d'autres, que dans ce cas nous répondrions. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait. C'est ce que j'avais décidé lors de mon élection et quand j'ai décidé la création de la Force de Réaction rapide. Et cela a marché.

- QUESTION.- Vous ne doutez pas ?

- LE PRESIDENT.- Non. Nous approchons de la paix. J'espère que les prochaines négociations de proximité qui se tiendront aux Etats-Unis et le Traité de paix qui sera signé à Paris mèneront à la paix avant la fin de l'année. Ils en ont besoin, vous savez.

- QUESTION.- Qu'avez-vous dit à M. Eltsine à cet égard ?

- LE PRESIDENT.- Le problème est que les Russes ont des troupes sur le terrain, des casques bleus, et qu'ils portent un intérêt à ce qui se passe dans les Balkans. Alors maintenant, la paix approche et il faudra des troupes or nous ne pouvons ignorer le rôle de la Russie : il nous faut donc accorder une part de la responsabilité de la paix à la Russie et cela entraîne un problème car les trois autres pays, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, sont sous le dispositif de l'OTAN alors que ce n'est pas le cas des Russes. Il nous faut donc trouver une solution pour que les Russes assument leurs responsabilités et essayer de trouver une articulation avec l'OTAN.

- QUESTION.- Sommes nous prêts à accueillir la Russie dans l'OTAN ?

- LE PRESIDENT.- Pas encore.

- QUESTION.- Cela se produira ?

- LE PRESIDENT.- Je ne le crois pas & le problème aujourd'hui, c'est l'élargissement de l'OTAN. Ce n'est pas urgent. Les Américains devraient être très prudents. Vous ne pouvez pas, nous ne pouvons pas, humilier les Russes parce qu'ils ont actuellement des problèmes.

- QUESTION.- Alors, M. le Président il y a un délicat équilibre à trouver ? Pour jouer ce jeu, adopter ce rythme, est-ce que nous procédons bien ?

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'au cours des derniers mois, on a trop parlé de l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale à l'OTAN et cela est très agaçant pour les Russes. Je le répète, la Russie est une grande Nation, son peuple est un grand peuple. Il rencontrent des difficultés que nous ne pouvons pas ignorer : prenons garde à ne pas les humilier.

- QUESTION.- Oui, mais nous ne pouvons pas non plus laisser les Serbes s'en tirer comme ça ?

- LE PRESIDENT.- Non, bien sûr. Nous devons organiser la défense de la paix en Bosnie avec l'OTAN mais nous devons laisser leur part de responsabilité aux Russes nous ne pouvons les ignorer.

- QUESTION.- Etes-vous sûr que les Américains s'engagent à long terme dans cette histoire ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je crois, c'est ce qu'ils disent. Mais je ne pense pas qu'ils veulent y laisser leurs soldats très longtemps. Un an, peut-être ? Mais je ne suis pas sûr que cela soit suffisant.

- QUESTION.- Alors si nous envoyons nos 25000 soldats là-bas, et si nous nous retirons après un an, c'est trop rapide ?

- LE PRESIDENT.- Il y a là un risque. Ces gens se sont combattus des siècles durant, ce n'est pas en une année que la paix reviendra.

- QUESTION.- Que fera la France si nous faisons cela ?

- LE PRESIDENT.- La France fera de même et les Britanniques aussi.

- QUESTION.- Alors cela pourrait être un nouvel holocauste.

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est l'un des risques.\

QUESTION (téléspectateur de Montréal).- Monsieur le Président, le gouvernement de la France est-il prêt à reconnaître une déclaration d'indépendance unilatérale du Québec ?

- LE PRESIDENT.- Le gouvernement français ne veut pas s'ingérer dans les affaires canadiennes. Vous aurez un référendum la semaine prochaine. Nous verrons et nous dirons après le référendum ce que nous pensons. Mais nous ne voulons pas nous ingérer.

- QUESTION.- La question était : "si le Québec décide de se séparer reconnaissez-vous le nouveau gouvernement ?"

- LE PRESIDENT.- Si le référendum est positif, la France reconnaîtra les faits, bien sûr.

- QUESTION.- Avez-vous une recommandation de vote à formuler pour les Québécois ?

- LE PRESIDENT.- Je vous ai dit que je ne voulais pas m'ingérer dans les affaires québécoises.\

QUESTION (téléspectateur).- Avez-vous la possibilité d'engager les réformes économiques que vous avez promises lors de la campagne & réduire le chômage et redresser l'économie ou bien céderez-vous aux groupes d'intérêts qui essaient d'affaiblir ce pays ?

- LE PRESIDENT.- Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit au cours de la campagne. J'ai dit que je voulais renforcer la cohésion de la société française. Il y a trop de gens démunis et je répète que je renforcerai cette cohésion. Je ne varierai donc pas. Je ne suis élu que depuis le mois de mai, cela ne fait pas très longtemps et il y a beaucoup de réformes à conduire. J'ai sept ans pour cela. Et les objectifs que j'ai fixés lors de la campagne électorale seront atteints, il n'y a aucun doute à

cet égard. Je ne changerai pas. Je n'ai rien à faire des groupes d'intérêts.

- QUESTION.- Vous ne changerez pas ?

- LE PRESIDENT.- Je ne changerai pas.

- QUESTION.- Georges Pompidou, un jour, vous a appelé "le bulldozer". Ca vous plaît ?

- LE PRESIDENT.- Oui, j'apprécie tout ce que M. Pompidou a dit sur moi.

- QUESTION.- Vous considérez que vous êtes un "bulldozer" ?

- LE PRESIDENT.- Il l'a dit. C'était un homme avisé.

- QUESTION.- Au fait, que faisiez-vous pour "Anheuser-Busch" ?

- LE PRESIDENT.- J'étais conducteur de diable : je prenais des bouteilles à un endroit et je les déposais à un autre endroit...

- QUESTION.- Un peu comme un bulldozer...

- LE PRESIDENT.- Un peu.\

QUESTION (téléspectateur australien).- La presse australienne a été très critique dernièrement à l'encontre de la France, en voulez-vous à l'Australie de cette campagne contre les essais et pensez-vous que cette campagne a affecté la France ?

- LE PRESIDENT.- Pour être franc, je pense que le gouvernement de l'Australie a été excessif. Je comprends les critiques et nous avons toujours été critiqués par le gouvernement australien : un jour, la Nouvelle-Calédonie, un autre c'est une autre affaire, maintenant, ce sont les essais. Mais ils y sont allés trop fort. Cela laissera des traces pour quelque temps.

- QUESTION.- Vous êtes en colère contre eux ?

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas "en colère", je suis désolé. Je ne vois pas pourquoi ils ont fait cela, c'est de la démagogie et je le regrette. Je comprends que des consommateurs protestent par exemple, mais un leader doit se comporter en leader, pas en suiveur. Et je pense que les dirigeants là-bas se sont plus comportés en suiveurs qu'en leaders.

- QUESTION.- C'était le pays le plus critique ?

- LE PRESIDENT.- Oui, surtout parmi les pays les plus importants. Mais vous savez en France on dit que quand c'est excessif c'est insignifiant. C'est ainsi que je l'ai ressenti.

- QUESTION.- Vous aimez maintenir des contacts réguliers avec les autres leaders ?

- LE PRESIDENT.- Oui, depuis longtemps.

- QUESTION.- Vous appréciez le Président Clinton ?

- LE PRESIDENT.- Oui, beaucoup. Il est toujours très clair et direct. Il dit ce qu'il veut et il comprend quand on n'est pas d'accord avec lui. Je peux dire que le contact avec lui est aisé.

- QUESTION.- Et le sénateur Dole ?

- LE PRESIDENT.- Bien sûr. J'aime tout le monde !.. Mais je ne suis pas venu ici pour donner des notes aux hommes politiques. J'ai rencontré le sénateur Dole à plusieurs reprises, mais c'est avec le Président Clinton que je travaille, pas avec le sénateur Dole.

- QUESTION.- Vous connaissez nos engouements puisque vous avez vécu ici, que pensez-vous de cette vague qui porte le général Colin Powell ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que c'est un homme solide et droit et je l'admire. Je ne sais pas ce que serait la réaction de l'opinion américaine s'il était candidat, mais l'homme est agréable.

- QUESTION.- Vous êtes surpris de sa popularité ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas du tout. Il a été un bon général et il est intelligent. J'ai lu son livre qui a été publié en France il y a quelques semaines et l'ai trouvé très intéressant.

- QUESTION.- Bien, est-ce que l'on peut conclure en disant que vous êtes globalement optimiste sur la Bosnie et l'Algérie ainsi que sur l'arrêt définitif des essais nucléaires quand vous aurez procédé aux quatre qu'il vous reste à faire ?

- LE PRESIDENT.- Oui.\